

DIPLOMATIE

" Les Balkans occidentaux : Enjeux énergétiques, recomposition politique et intégration euro-atlantique "

I- Une région riche de ressources du sol et du sous-sol

Le Kosovo est aujourd'hui **l'une des régions les plus riches d'Europe en minerais** : cela est une raison capitale de l'intérêt porté par les grandes puissances à cette province serbe. La réserve du bassin de Kopiliq est estimée à plus de 10 millions de tonnes, soit la cinquième réserve mondiale de lignite : cela lui permet depuis 2004 d'exporter de l'électricité aux pays voisins de la Serbie. La mine de Trepca, avec ses 7,5 millions de tonnes de réserve de minerai, regorge aussi de plomb, de zinc et de cuivre aux teneurs exceptionnelles (20% pour le plomb contre 0,9 % en moyenne dans le monde). On trouve également au Kosovo de l'argent, de l'or, du nickel, de la bauxite et du manganèse. Selon un rapport de la Banque mondiale de novembre 2007, la valeur des richesses du sous-sol kosovar est évaluée à 13 milliards de dollars. Cette concentration de richesses sur un aussi petit territoire attise donc forcément les convoitises des puissances européennes.

Quinze ans après les bombardements de l'OTAN sur la Serbie et le Kosovo, on parvient désormais à mieux cerner **l'intérêt stratégique** capital de ces hauts-plateaux du Kosovo, enclavés entre montagnes d'Albanie, du Monténégro et de Macédoine. A l'Est, dans la basse-Morava, le corridor X draine déjà entre Budapest et Salonique des flux commerciaux vitaux pour la Macédoine et la Serbie. A l'ouest, le corridor IV Trieste-Constantza aiguise les appétits des Russes. On comprend pourquoi les projets de tuyaux gaziers et pétroliers soutenus par Moscou (« *South Stream* ») contrecarrent au Kosovo le projet américain AMBO de faire transiter par les Balkans les sources d'approvisionnement en hydrocarbures en provenance d'Asie centrale. L'enjeu du Kosovo est bien là : qui aura la mainmise sur ce territoire grand comme deux départements français pourra s'assurer le contrôle du transport d'hydrocarbures de la Caspienne vers l'Europe.

L'Union Européenne a investi, depuis 1997, huit milliards d'Euros dans le couloir VIII (oléoduc, voie ferrée et autoroute). Pour l'instant, seuls deux tronçons d'autoroute sont achevés sur cet axe, l'un reliant Sofia à Plovdiv en Bulgarie (150 km), et l'autre entre Skopje et Tetovo en Macédoine (40 km), mais il est prévu qu'en 2012 la Bulgarie soit

directement reliée à l'Albanie par une autoroute de bout en bout. Le corridor X lui est déjà efficient puisque c'est le passage de 2/3 des échanges entre Grèce et Macédoine, des 3/4 entre Macédoine et Serbie.

Mais l'UE est sur cet axe Est-Ouest en concurrence avec les Américains. L'oléoduc **Trans-Balkans AMBO** avait fait l'objet d'une étude de faisabilité à la fin des années 1990 par la compagnie « *Brown and Root* », basée à Houston au Texas. Or « *Brown and Root* » est une filiale d'« *Halliburton* », dont Dick Cheney était le directeur avant d'être élu vice-président des Etats-Unis. Ce projet est également l'œuvre de la **Trade and Development Agency (TDA)**, Agence fédérale pour le commerce et le développement, créée en 1981 par le Président Reagan pour favoriser les exportations américaines. La TDA a été très impliquée dès l'origine dans la conception du corridor VIII : elle a décidé en 1998 de financer spécifiquement les études de faisabilité des travaux de modernisation des ports de Burgas en Bulgarie et de Constantza en Roumanie. Ce n'est pas un hasard si la Bulgarie a annoncé en 2003 qu'elle mettait à la disposition des troupes anglo-américaines le port de Burgas, point d'arrivée du corridor VIII .

Cet axe militaro-énergétique fortement contrôlé par les Américains ne fait pas seulement concurrence aux Européens : en évitant le passage par la Serbie, le corridor IV est un moyen pour la Bulgarie de devenir un carrefour entre l'Ouest – débouché de Bari en Italie – et l'Est – la Mer Noire. Il fait concurrence également à la Turquie, le détroit du Bosphore étant ainsi court-circuité , pour une raison technique, parce que les supertankers pétroliers de 300.000 tonnes ne peuvent plus emprunter le Bosphore, seule voie congestionnée de sortie de la Mer Noire, où les tankers sont maintenant limités à 150.000 tonnes.

Le retour des Russes dans cette course à l'énergie est saisissant. Depuis 2007, l'oléoduc Burgas (Bulgarie) /Alexandroupoli (Grèce) permet d'éviter la Turquie en passant par deux pays orthodoxes. Mais surtout le projet de gazoduc américain « **Nabucco** », Istanbul/ Vienne par la Roumanie, est concurrencé par le projet russe du gazoduc « **South Stream** ». Ce dernier suivrait un tracé beaucoup plus sûr, et donc moins coûteux, puisqu'il passerait par la Bulgarie, la Serbie et la Croatie, avec lesquelles des accords ont déjà été passés. En février 2007 Poutine a signé un accord global sur le transit du gaz avec la Croatie, pays qui n'est pourtant pas réputé comme russophile, et en 2008, *Gazprom* a fusionné avec le gazier *Srbijagaz* et racheté le pétrolier *NIS* en Serbie.

Au Monténégro aussi, les richesses du sous-sol aiguïsent les convoitises. Ceux-ci n'avaient sans doute pas prévu, dans leurs savants calculs, que l'indépendance du petit Monténégro, enfin

libéré de la tutelle serbe, aboutirait à une **mainmise des capitaux russes** sur l'économie du pays. Dès 2003, afin de rééquilibrer les relations extérieures du Monténégro, Djukanović faisait nommer comme ambassadeur de Serbie-Monténégro à Moscou son homme de confiance, Milan Rocen, actuel ministre des Affaires étrangères. Depuis, des contacts ont été pris avec des hommes d'affaires russes qui, surfant sur la vague créée par le *boom* économique russe, investissent à tour de bras au Monténégro : ainsi, le groupe *Rusal* d'Oleg Deripaska, qui serait proche de Vladimir Poutine, a racheté les mines de bauxite de Nikšić ainsi que le combinat d'aluminium de Podgorica *KAP* - première industrie du pays -. En 2006, il a remporté l'appel d'offres pour la privatisation des mines de charbon et de la centrale thermique de Pljevlja. De son côté, le géant russe *Lukoil* tenterait de racheter la firme *Jugopetrol Kotor*, qui avait été privatisée en 2002 au profit du groupe grec *Hellenic Petroleum*.ⁱ

Sur la côte, d'autres hommes d'affaires russes ont racheté tous les plus grands hôtels du littoral Adriatique : le fameux *Queen of Montenegro* de Becici (plage à 6 km de Budva), *l'Albatros* d'Ulcinj, et *le Fjord* de Kotor. Les Russes construisent aussi le massif *Hôtel Splendid* à Becici, ainsi que de nombreux hôtels particuliers clandestinsⁱⁱ. Le maire de Moscou, Yuri Luzhkov, et le frère de Roman Abramovic ont acquis de grandes propriétés sur la côte monténégrine. On dit que Roman Abramovic y passerait lui-même ses vacances. Cet **attrait pour la côte monténégrine** ne nous paraît pas surprenant, quand on sait qu'à l'époque titiste, des personnalités aussi prestigieuses que Carlo Ponti et Sophia Loren étaient déjà copropriétaires du célèbre village de pêcheurs transformé en hôtel de Sveti Stefan, fréquenté par Yves Montand et Simone Signoret, Cary Grant et Marlon Brando...

Selon l'économiste Nebojsa Medojević, dirigeant du « Mouvement pour le changement » qui a obtenu 13% des voix aux élections de septembre 2006, « *la moitié de la richesse produite au Monténégro est aux mains des Russes* ». Medojević accuse en outre la Russie de piller les **ressources naturelles du pays**, avec le projet de centrale hydroélectrique Buk Bijela nécessitant l'immersion du canyon de la Tara - un des plus beaux paysages du monde et site naturel classé par l'UNESCO. Certes, c'est le groupe britannique *E.F.T.* qui est concessionnaire de ce site, mais le projet n'aurait pas été réactivé sans la pression d'Oleg Deripaska, qui veut agrandir le complexe d'aluminium *KAP*, énorme consommateur d'électricité : 1,4 milliard de kwh - soit l'équivalent du déficit énergétique du pays - pour une production passée à 120 000 tonnes d'aluminium par anⁱⁱⁱ. Ce complexe est le plus grand pollueur du pays ; construit par Péchiney il y a un demi-siècle, il est très vétuste et est maintenant menacé de fermeture. Oleg Deripaska réclame 300 millions d'Euros pour le rénover.

II- Des appétits aiguisés : retour de la Question d'Orient

A l'intérieur des Balkans, le processus **d'intégration euro-atlantique** semble en panne dans certains pays, alors qu'il est déjà enclenché pour d'autres. Du nord au sud, six pays balkaniques sont candidats à l'intégration, avec plus ou moins de bonheur. La Croatie, pays le plus avancé dans ce processus, a intégré l'UE en 2013 car elle a réglé son problème de frontière maritime avec la Slovénie et le général Ante Gotovina, jusque là principal point d'achoppement dans les négociations, a été condamné à 24 ans de prison en avril 2011 par le TPIY. Le petit Monténégro a obtenu le statut de candidat en novembre 2010, signe assez encourageant pour une adhésion à moyenne échéance; mais il reste aux dirigeants de Podgorica à régler des questions telles que le statut des réfugiés ou les « relations avec les minorités ». Candidate à l'intégration depuis 2005, la Macédoine se rapproche très lentement de l'UE car la Grèce est opposée à l'entrée de la Macédoine dans l'OTAN et la question même du nom de cette république fragile n'est pas réglé ; mais si la Macédoine accepte de changer de nom, la Grèce serait d'accord pour accepter l'intégration de son voisin septentrional.

Pour un deuxième cercle de pays, l'intégration à l'UE paraît encore lointaine. La Bosnie-Herzégovine a signé en 2008 un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'UE, mais les négociations sur l'adhésion achoppent encore sur des problèmes de fond, comme la corruption des fonctionnaires ou le retour des déplacés. La Serbie, qui s'est déclarée candidate en 2009, voit sa candidature gelée du fait de l'opposition des Pays-Bas, qui exigent la capture et la livraison à La Haye du général Ratko Mladic en fuite depuis 1995. Quant à l'Albanie, qui a signé avec l'UE un Accord de Stabilisation et d'Association le 12 juin 2006, il lui a été conseillé encore en 2010 de prendre tout son temps avant de présenter son dossier officiel de candidature... La chancelière allemande Angela Merkel a clairement souligné le 18 mars 2009 la relative prudence de l'UE, en déclarant dans son programme pour les élections européennes : *« Nous avons besoin d'une pause dans l'élargissement ; le raffermissement de l'identité et des institutions doit avoir la priorité sur de nouvelles adhésions, après celle de la Croatie ».*

Les gouvernements locaux des pays balkaniques sont-ils responsables de cette pause, pour n'avoir pas rempli les conditions exigées par Bruxelles, ou bien s'agit-il d'un accord tacite des 27 membres de l'Union Européenne pour suspendre l'élargissement ? Les deux réponses semblent valables. Un officiel européen qui a souhaité conserver l'anonymat déclarait récemment qu'*« Il n'existe pas de complot, mais la Croatie est bloquée par la Slovénie, la*

Serbie est bloquée à cause de La Haye, nous n'avons pas d'accord sur la candidature du Monténégro, à l'Albanie nous avons dit de ne pas poser sa candidature, quant à la Macédoine, il ne se passe rien de positif, et nous sommes dans une crise financière. L'atmosphère est extrêmement négative ».

Le problème est qu'au moment où tous ces Etats des **Balkans occidentaux** frappent à la porte de l'UE et que celle-ci négocie avec ces Etats déjà morcelés des Accords de Stabilité et d'Association (ASA), l'UE n'a pas de plan d'élargissement bien défini. Ces négociations vont encore durer quelques années, achoppant sur les critères d'adhésion comme le respect de l'Etat de droit, la lutte contre la corruption ou le respect des minorités. L'UE multiplie sa **Politique Européenne de Voisinage** (PEV) - sorte d'accords de libre échange assez souples - avec des zones très éloignées de l'Europe (Ukraine, Caucase, Maghreb) au moment même où les Balkans occidentaux, zone géographique sur le continent européen, sont exclus de l'intégration européenne. Le problème pour l'Europe du sud-est n'est pas ici du trop d'Europe mais du manque d'Europe : c'est à dire d'un manque de vision à long terme pour ces Etats qui ont vocation à intégrer l'UE, ne serait-ce que par leur histoire et leur position au cœur même de l'Europe. Bruxelles navigue à vue, sans aucune véritable proposition d'avenir pour ces populations, autre que la libéralisation à outrance de leur économie et l'imposition autoritaire des droits de l'homme. Cela explique qu'au sein même des nations d'Europe du sud-est monte l'euroscpticisme, parfois même avant d'adhérer à l'UE.

Contrairement à l'idée que l'on s'en fait en Europe occidentale, l'UE ne respecte pas partout en Europe de l'Est les critères de Copenhague, qu'elle impose pourtant comme critères d'adhésion. En Bosnie, plusieurs Haut Représentants de l'UE se sont succédé depuis 1995 à Sarajevo, avec le pouvoir de défaire des gouvernements et de passer au-dessus des lois par décrets. Ces proconsuls successifs ont eu à cœur d'imposer à la *Republika Srpska* leur *diktat*, en changeant à plusieurs reprises le personnel politique ou en modifiant les Accords de Dayton (ex : police unifiée). On est là très loin des notions de respect des droits de l'homme et de la démocratie libérale, pourtant fondateurs de la construction européenne : les Serbes et les Croates seraient-ils aux yeux des dirigeants européens des citoyens de seconde zone ?

En fait, l'UE attend encore plusieurs années pour « avaler » des **Etats-croupions** : elle a donc intérêt au morcellement continu. La Serbie a livré au TPIY ces dernières années quarante quatre criminels de guerre , privatisé à tours de bras et même accepté qu'un bureau de l'OTAN soit ouvert au sein même du Ministère de la Défense à Belgrade. Mais l'UE joue encore le

fractionnement. La **mission EULEX** (policiers et juges de l'UE) a été envoyée au Kosovo le 9 décembre 2008 pour faire avaler la pilule aux Serbes d'une perte de souveraineté sur le Kosovo, et le message répété des dirigeants de l'UE depuis plusieurs mois est clair : vous rentrerez dans l'UE à condition de donner le Kosovo. Or pour mieux encore faire pression sur les dirigeants serbes, Bruxelles a accepté qu'un « Bureau de représentation de la Voïvodine », autre province autonome mais qui n'a jamais eu dans l'histoire de construction étatique, soit ouvert dans la capitale européenne. Le président hongrois du Parlement de Voïvodine, Sandor Egeresi, ne s'y est pas trompé, déclarant fin février 2009 que « *Décentraliser la Serbie, c'est lui permettre de se développer rapidement et d'accélérer son intégration à l'Union européenne* ».

Autre organisation implantée en Europe du sud-est, l'**OTAN** a démontré être dans les Balkans depuis dix ans le bras armé de Etats-Unis. L'Alliance atlantique étend en même temps son emprise de plus en plus vers l'Est, très loin de la zone-Otan prévue à l'article 2 du Traité de 1949. L'OTAN n'a pas cessé d'avancer ses positions vers la Russie depuis l'effondrement de l'URSS, créant indéniablement un **nouveau cordon sanitaire** autour de leur ancien ennemi de la guerre froide. Depuis la chute du mur de Berlin, les bases américaines se sont multipliées dans tout l'espace du sud-est européen : Bosnie, Kosovo, Albanie, Macédoine, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, sans oublier la Turquie depuis 1949 et la Grèce depuis 1952. Le dispositif militaire américain est donc déployé dans les Balkans comme moyen d'évacuer les bases d'Europe occidentale et afin d'orienter la stratégie US vers deux zones clés : le Moyen Orient et la Russie. Les Balkans ne sont qu'une zone intermédiaire dans ce jeu mondial, mais seuls des Etats affaiblis dans cette région pouvaient servir les desseins américains. En 2009, c'est chose faite avec les protectorats sur la Bosnie et la Macédoine, l'Etat d'opérette du Monténégro et le quasi-Etat du Kosovo.

III- Processus d'éclatement et fédéralisation

Le processus d'élargissement de l'UE lié à l'agrandissement de la zone d'influence de l'OTAN amène, sur les marges sud-est de l'Europe à un lent mais certain processus d'éclatement des frontières et d'émiettement des territoires.

Premier point d'abcès, le **Kosovo** dont l'indépendance a été auto-proclamée en 2008, est un parfait exemple d'un Etat-manqué (failed-state), sous protection américaine et dirigé par un régime lié à la mafia. Cet Etat-manqué pourrait bénéficier dans l'avenir de l'éclatement des

Etats instables de Macédoine et du Monténégro. En effet, on peut prévoir que les minorités albanophones de ces deux nations rejoignent le Kosovo pour former, par le même processus qui a transformé la province serbe en un Etat autoproclamé, un ensemble albanophone de quelque trois millions d'habitants. Ce « Grand Kosovo » serait plus ou moins lié à l'Albanie proprement dite sous forme de confédération lâche. Seul bémol à ce projet nationaliste des dirigeants albanais de Pristina, l'Albanie voisine ne souhaite pas outre-mesure l'intégration dans sa faible économie des « tribus albanophones du Nord » anarchiques, fort différentes par leur culture et leur sociologie de leur matrice albanaise.

Création artificielle des accords de Dayton (négociés en 1995 dans une caserne américaine de l'Ohio), la république de **Bosnie-Herzégovine**, elle-même divisée en deux entités, vit une existence précaire depuis vingt ans. Toujours occupée par les troupes de l'EUFOR, la fragile Bosnie est administrée par le Haut Représentant de l'Union Européenne qui agit comme un véritable proconsul romain, faisant et défaisant les 13 gouvernements locaux et les conseils municipaux. Bien que l'UE tente de faire évoluer ces deux entités vers une unification à marches forcées, la Bosnie-Herzégovine pourrait ne devenir, une fois parties les forces internationales, qu'une « *union molle de deux entités, contraintes de vivre ensemble, et trop différentes pour qu'un Etat digne de ce nom puisse fonctionner* », selon l'expression d'un leader musulman ; la Republika Srpska aurait un statut de forte autonomie. En outre, l'entité artificielle croato-musulmane pourrait elle-même éclater, la minorité croate d'Herzégovine, qui bénéficie déjà du droit de vote en Croatie, n'attendant que l'occasion de rejoindre celle-ci.

Plus fragile encore paraît l'existence du nouvel Etat du **Monténégro**, trois fois moins peuplé que la Macédoine, et dans lequel l'ethnie monténégrine était officiellement minoritaire dès sa naissance en 2006. Ce minuscule Etat, bien que soutenu par l'Occident en raison de son détachement de la Serbie, risque dans l'avenir d'évoluer vers un statut confédéral. Il y a des risques pour que la minorité albanaise se tourne progressivement vers les partis albanais d'opposition encouragés par l'octroi de l'indépendance au Kosovo voisin ; tandis que la minorité bochniaque au Nord serait attirée par la Bosnie-Herzégovine où l'islam a retrouvé toute sa vigueur - sans compter les revendications croates sur les Bouches de Kotor à l'Ouest . Quant à l'importante minorité serbe du Monténégro (32%), elle ne se reconnaît pas dans l'identité monténégrine, et souhaite le soutien de la Serbie limitrophe. Le nouvel Etat, fragile

dès sa naissance, pourrait donc, dans l'avenir, voir ses frontières rectifiées pour tenir compte de ses différentes composantes ethniques, et revenir ainsi aux limites d'avant 1878.

La république de **Serbie**, après avoir été amputée du Kosovo qui était pourtant son berceau, pourrait à terme, si le processus continue, perdre le Sandjak de Novi-Pazar à majorité musulmane, attiré par l'entité musulmane de Bosnie-Herzégovine. Au Nord, les tendances centrifuges en Voïvodine pourraient entraîner la mise en place d'une fédération Serbie-Voïvodine, dans laquelle la deuxième entité bénéficierait d'une autonomie interne sur les plans économique et culturel, ne laissant à Belgrade que l'armée et la politique étrangère. La Serbie restreinte (Choumadie), réduite à une population d'à peine six millions d'habitants, reviendrait ainsi aux frontières d'avant les guerres balkaniques (1913). De cette façon serait exaucé - et au-delà - le souhait du jovial général américain Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée » en 1999, de « *voir l'OTAN faire revenir la Serbie vingt ans en arrière* ». Dès lors, on peut être assuré que la frange pro-occidentale des élites serbes, s'étant parfaitement soumise aux desiderata de l'OTAN et de l'Union Européenne, bénéficierait de tout le soutien de l'Occident pour sa reconstruction.

De leur côté, les **Hongrois** de Voïvodine, Transylvanie et Slovaquie, ayant bien assimilé la leçon de l'indépendance autoproclamée du Kosovo du 17 février 2008, pourraient demander à Bruxelles la formation de trois Eurorégions trans-frontalières, qui bénéficieraient des investissements massifs de l'Union Européenne (notamment de l'Autriche et de l'Allemagne), et reconstituer ainsi, par un travestissement habile, « *la Hongrie de 15 millions d'habitants* » promise par le président hongrois en 1992.

CONCLUSION

A l'heure où l'imprudence de certains banquiers américains a plongé le monde dans la crise économique la plus grave depuis 1929, une vaste redistribution des cartes est à prévoir. Le temps de l'hégémonie de l'hyper-puissance américaine, qui se permettait souvent d'intervenir sans mandat de l'ONU et sans aucune base légale, comme au Kosovo et en Irak, paraît révolu.

Le nouveau président américain semble heureusement conscient du fait que l'on s'oriente vers un monde multipolaire, dans lequel de grands pays comme la Chine et la Russie retrouveront la place qui leur est due, et qui sera basé sur le respect du droit international, la non-intervention dans les affaires internes des Etats souverains et le respect des frontières nationales, tous principes reconnus par la Charte des Nations Unies. Ce n'est qu'à cette condition que le monde balkanique, secoué par vingt ans de crise, pourra retrouver un certain équilibre.

ⁱ Daniela HEIMERL, « Monténégro 2006-2007 : les défis de l'indépendance », *Le courrier des pays de l'Est* n° 1062, juillet-août 2007, p. 179.

ⁱⁱ Jean-Arnault DERENS, « Quand les oligarques russes s'achètent le Monténégro », *l'Humanité*, 14 septembre 2006, et Daniela HEIMERL, *op. cit.*, pp. 179-183.

ⁱⁱⁱ Milan IVIC, « Les oligarques russes pillent les ressources naturelles du Monténégro », *Monitor*, Podgorica, 1^{er} septembre 2006.